
Assemblée Générale de la FFMJC

Lons-le-Saunier – 29 et 30 Mai 2010.

Déclaration des délégués nationaux du personnel CGT .

L'assemblée générale de la FFMJC se tient dans un contexte politique, social et économique où des attaques gouvernementales et patronales d'une rare violence sont portées contre l'immense majorité de la population. Celles-ci visent à remettre en cause le système de protection sociale, celui des retraites, et plus généralement l'ensemble des garanties collectives et des services publics.

Elle se tient également dans un contexte où l'exigence d'autres choix de société -qui placent au cœur de l'action **la justice sociale et la responsabilité publique d'état**- monte en puissance. Une exigence qui refuse de croire ceux qui tablent sur la peur des citoyens et qui appellent collectivement au sacrifice des droits sociaux pour que le capitalisme sacralisé puissent s'ensauvager plus librement encore.

Les MJC, et leur projet démocratique et cogéré d'éducation populaire, sont doublement concernés par cette situation sociale :

Elles subissent de plein fouet des baisses de financement liées au travers des transferts de l'état vers les collectivités territoriales (sans transferts de moyens), à l'abandon de la responsabilité d'état (notamment en matière de jeunesse, de culture et d'éducation populaire) et aux politiques publiques d'instrumentalisation.

Elles se voient (ou devraient se voir) confortées dans leur responsabilité première à promouvoir l'esprit civique et critique qui a été à l'origine de leur création pour défendre l'intérêt des populations qui les fréquentent, des salariés qui y travaillent.

Les personnels de la FFMJC, appelés récemment à élire leurs représentants, ne s'y sont pas trompés. Se prononçant massivement, ils ont apporté **68% de leurs suffrages aux candidats présentés par la CGT pour l'élection des délégués du personnel, et 63% pour les candidats CGT au comité d'entreprise.**

Ce résultat est d'une grande importance pour l'avenir.

Il porte l'exigence d'une autre politique fédérale et d'une gestion démocratique, respectueuse des règles et des accords.

Il porte l'exigence de l'Union des MJC de France.

Pour autant, la direction de la FFMJC, délégué général en tête, poursuit son opération de casse, faisant feu de tout bois contre l'ensemble de ce qui constitue le patrimoine et l'identité des MJC et de leurs fédérations.

A l'évidence, son objectif est de transformer la FFMJC en un mouvement au sein duquel les fédérations régionales ne seraient plus que des agences et les MJC des succursales...aux ordres !!

C'est ainsi que le manifeste « dit » des MJC et l'opération de marketing (couteuse) qui l'entoure en disent long sur ces funestes projets.

L'élaboration de ce manifeste, à partir de captation et de détournement des actions des MJC, ne fait qu'accentuer une orientation générale de reniement du projet démocratique d'éducation populaire. La direction de la FFMJC manipule les MJC et en profite pour adopter en leur nom des prises de positions officielles qui ne peuvent que les diviser et les affaiblir, plus encore.

Et d'ailleurs, s'il fallait encore s'en convaincre, il y a des éléments de bilan de cette direction fédérale passés sous silence et qui sont pourtant révélateurs de la politique en œuvre depuis ces trois dernières années:

- C'est plus du tiers des effectifs salariés perdus en à peine plus de 3 ans.
- C'est un budget en trompe l'œil qui -loin de caractériser un redressement financier- confirme l'absence d'ambition sauf celle de préserver de petits avantages individuels permis par la captation irrégulière du taux moyen collecté auprès des communes.,
- C'est le clientélisme et les avantages particuliers accordés sans aucune délibération..par exemple, un indice de rémunération du délégué général supérieur de 50% à ce que prévoit la convention collective.
- C'est la multiplication des situations de cessation de paiement et de dépôts de bilan de MJC sans que cela ne semble déranger outre mesure la direction fédérale.
- C'est l'attaque systématique contre les institutions représentatives du personnel avec la volonté de remise en cause des délégués régionaux du personnel, des délégués nationaux du personnel et des délégués syndicaux, notamment celui de la CGT.
- C'est la pratique systématique de l'entrave avec la non convocation du comité d'entreprise, des réunions mensuelles du personnel, de la négociation annuelle obligatoire.
- C'est la mise sous tutelle de fédérations régionales qui ne seraient pas dans la ligne, ou insuffisamment obéissantes.
- C'est la multiplication des situations de harcèlement et de discrimination productrice de stress et de souffrance au travail, c'est aussi la multiplication des licenciements,
- C'est la conflictualité systématique qui confine au ridicule et qui se traduit par un nombre de procédures de justice dont la fédération française ne sortira pas intacte.

Il est temps pour les MJC de retrouver leur dimension fédérative, régionale et nationale, de retrouver les chemins de l'UNITE et de l'ACTION.

Il n'est pas trop tard pour faire porter par la FFMJC publiquement et nationalement les revendications qui intéressent l'Education Populaire et les MJC, c'est à dire celles des populations qui en ont le plus besoin et notamment celles des jeunes.

Il est urgent d'imposer une autre direction fédérale porteuse d'une autre politique fédérale.

Les DPN CGT en appellent à tous les militants des MJC afin d'ouvrir un autre avenir aux Maisons des Jeunes et de la Culture:

Par l'union des MJC de France

Par le refus de la résignation et des politiques de régressions sociales.

Les Délégués Nationaux du Personnel CGT
Co-administrateurs de la FFMJC.